



Monsieur le DASEN,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD 38,

En ce jour anniversaire des 20 ans de la loi handicap de 2005, **l'Unsa Education** et l'intersyndicale appelaient ce midi à un rassemblement devant le rectorat pour demander des moyens pour permettre l'accueil des élèves porteurs de handicap dans des conditions dignes dans toutes les écoles et établissements du département.

Il faut, en effet, mettre fin à la souffrance de ces élèves, de leur famille et des personnels, en offrant des réponses adaptées aux besoins criants liés à l'inclusion. La création de 2000 postes d'AESH au niveau national est un signe positif mais sans un statut et une véritable reconnaissance financière, nos collègues AESH ne sentent pas le soutien qu'elles et ils attendent.

La transformation des PIAL en PAS, alors que les PIAL ont montré toutes leurs limites, pourraient constituer un autre point d'appui à condition que le nouveau dispositif réponde à certaines exigences, notamment celle d'avoir des personnels enseignants spécialisés et personnels médico-sociaux en nombre suffisant pour couvrir tous les secteurs. L'UNSA Education suivra avec intérêt l'expérimentation voulue par la rectrice dès la rentrée 2025 dans l'académie et sera vigilante à ce que la prise en charge des élèves nécessitant un accompagnement individualisé soit effective et pérenne.

Les créations de 2 ULIS école, de 2 postes de référents ASH, d'une unité d'enseignement, de 10 postes de remplaçants supplémentaires pour permettre l'accélération de la formation EBEP et de 2 dispositifs expérimentaux « RESPIRE », sont aussi des signaux positifs même si compte tenu des effectifs d'élèves concernés, ils risquent fort d'être encore insuffisants.

Avec les 13 ETP que l'académie a à rendre nationalement et les 20 postes dédiés à l'expérimentation PAS, l'Isère doit remettre 25 postes au pot commun. Comme l'an dernier, nous déplorons ces retraits d'emplois qui accentueront les tensions, alors que le maintien des moyens aurait permis l'amélioration nécessaire des conditions d'enseignement au-delà des priorités nationales.

Ainsi, c'est à nouveau plus de 80 postes qui sont proposés à la fermeture dans ce projet de carte scolaire pour la rentrée 2025. Pour **l'UNSA Education**, ce n'est toujours pas un bon signal donné à nos collègues.

Lors du groupe de travail du 4 février dernier, vous nous avez présenté, Monsieur le DASEN, votre méthode de travail et les orientations que vous avez souhaité prendre. Comme nous vous le faisons savoir depuis 2 ans, si l'on peut partager votre souhait d'abaisser le nombre d'élèves par classe partout dans le département et pour tous les niveaux, nous restons toujours plus que réservés sur les glissements demandés aux équipes, d'élèves de GS vers une classe de CP. En effet, les conditions d'accueil des GS ne sont pas toujours réunies, dans les faits, afin que les élèves de GS y trouvent tout ce que l'on attend d'une 3^{ème} année de maternelle.

D'autre part, nous restons vigilants sur le fait qu'il ne peut y avoir de pression mise sur certaines équipes pour qu'elles acceptent la classe de GS/CP.

Pour conclure, alors que l'Education Nationale a connu une valse de ministres sans précédent, **l'UNSA Éducation** réaffirme qu'une politique éducative cohérente, respectueuse des personnels et des élèves, ne peut se baser sur des réformes précipitées et sans moyens.

Il est nécessaire de prendre du recul, de stabiliser notre système et de faire en sorte que les agents de l'Éducation nationale bénéficient des conditions de travail dignes et des moyens nécessaires à l'exercice de leur mission.

Pour l'UNSA Education 38 : Odile Bourde et Serge Ravel